

Projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 4 novembre 2008 fixant une liste des opérations de restructuration des services pour y ajouter la fermeture des divisions transports des centres régionaux d'information et de coordination routières (CRICR)

Fiche d'impact

Le contexte

Dans le cadre de l'évolution du dispositif d'information routière, le ministère a engagé une réorganisation des services en charge de cette politique nationale.

Cette réorganisation a été initiée à la suite de l'évolution des modalités d'accès à l'information routière avec le développement de nouvelles technologies et d'offres de services concurrents. Par ailleurs, les services du MEDDE ont développé une nouvelle application, TIPI (Traitement informatique pour la production de l'information routière, partie commune et centralisée du système d'information de l'information routière et de la gestion de trafic), permettant de dématérialiser la chaîne d'information, depuis les systèmes d'information des gestionnaires routiers jusqu'au site Internet de Bison Futé, le tout en temps réel.

Ces évolutions techniques permettent ainsi une saisie des informations directement par les gestionnaires, ce qui réduit très significativement les missions du CNIR et des CRICR. La réforme de l'information routière se traduit par la suppression des divisions transports du centre national d'information routière (CNIR) et des CRICR.

L'opération liée à la fermeture du CNIR a été actée par l'arrêté du 23 septembre 2015 modifiant l'arrêté du 4 novembre 2008 fixant une liste des opérations de restructuration de services ouvrant droit au versement de la prime de restructuration de service et de l'allocation d'aide à la mobilité du conjoint (Journal officiel du 3 octobre 2015).

Créés de 1972 à 1980, les sept CRICR comportent des divisions implantées à Metz, Bron, Marseille, Mérignac, Villeneuve d'Ascq, Saint Grégoire et Créteil et ont pour rôle l'information des usagers, la coordination des gestionnaires routiers et la participation à la gestion du volet routier des crises.

Ces divisions transports sont intégrées aux DIR de zone depuis le 1^{er} janvier 2014.

La division transport du CRICR Île-de-France située à Créteil est déjà intégrée au centre de coordination du trafic de la direction des routes Île-de-France. La réforme de l'information routière ne modifiera ni les missions ni la résidence administrative des agents la composant.

Les six autres divisions transports des CRICR sont appelées à fermer. Des postes seront proposés aux agents au sein des DIR de zone ou des DREAL de zone.

Pour accompagner la mobilité des agents dans le cadre des restructurations de service, le décret n°2008-366 du 17 avril 2008 institue une prime de restructuration de service et une allocation d'aide à la mobilité du conjoint qu'il convient d'adapter aux spécificités de la réforme du ministère chargé du développement durable ainsi qu'aux situations de ses agents. L'accompagnement des agents des divisions transports des centres régionaux d'information et de coordination routière (CRICR) relève de ce cadre.

Dans ce contexte, l'arrêté du 4 novembre 2008 modifié fixe une liste des opérations de réorganisation du MEDDE ouvrant droit au bénéfice de cette indemnité.

Objet du texte

Le projet d'arrêté proposé prévoit de compléter l'arrêté du 4 novembre 2008 en y ajoutant la réorganisation entraînant la fermeture des centres régionaux d'information et de coordination routière (CRICR) suite à l'évolution du dispositif d'information routière.

Les agents remplissant les conditions seront ainsi éligibles à la prime de restructuration de service et à l'allocation d'aide à la mobilité du conjoint dès lors qu'ils devront changer de résidence administrative et subir un allongement de trajet aller-retour entre leur résidence familiale et la nouvelle résidence administrative.

Conséquences sur l'organisation du ou des services

Il s'agit d'une mesure d'accompagnement des réorganisations de services menées par les directions interdépartementales des routes Atlantique, Centre-Est, Est, Méditerranée, Nord et Ouest.

Impact sur les personnels et le dialogue social

- les effectifs concernés : 36 agents
 - DIR Atlantique : 6 agents
 - DIR Centre-Est : 7 agents
 - DIR Est : 6 agents
 - DIR Méditerranée : 6 agents
 - DIR Nord : 5 agents
 - DIR Ouest : 6 agents
- information aux CT des DIR :
 - DIR Atlantique : 28 janvier 2015, 6 mai 2015 et 15 octobre 2015
 - DIR Centre-Est : 23 avril 2015
 - DIR Est : 25 juin 2015
 - DIR Méditerranée : 5 novembre 2015
 - DIR Nord : 13 avril 2015
 - DIR Ouest : 4 février 2015
- groupe de travail du 29 juin 2015.
- calendrier de mise en œuvre : CTM du 10 décembre 2015 – signature et publication de l'arrêté décembre 2015/janvier 2016.